

*Pôle communication*  
24.65.42

Mercredi 20 décembre 2023

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Au cours de la décennie écoulée, le marché mondial du nickel a connu d'importantes mutations, qui ont eu pour conséquence une dégradation de la compétitivité des usines de Prony Resources, de la SLN et de KNS.

Certaines décisions de l'État indonésien ont conduit les investisseurs chinois à prendre une part majoritaire dans la production mondiale de nickel sur la base d'un modèle économique très compétitif, alliant faibles coûts de construction, énergie peu chère et bas coûts salariaux.

Ces dernières semaines, nos usines ont vu leurs difficultés s'accroître du fait d'une baisse des cours du nickel, conséquence notamment d'un important ralentissement économique de la Chine.

Malgré des efforts de rationalisation de leurs coûts de fonctionnement, un engagement des salariés à améliorer la productivité, des avances de trésorerie de leurs actionnaires et de l'État, Prony Resources, SLN et KNS ne sont pas parvenues à enrayer la dégradation de leurs comptes et sont aujourd'hui au bord de la cessation de paiement.

Conscient de la situation, en coordination avec le ministre de l'Économie et des finances Bruno Lemaire et les provinces, le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a entrepris de travailler sur un plan de sauvegarde des usines, visant à assurer leur survie à court terme et à faire évoluer leur modèle économique afin qu'elles retrouvent durablement les moyens d'être compétitives sur le marché du nickel.

Les 15, 16 et 17 décembre 2023, le gouvernement a participé à un groupe de travail réunissant des représentants des provinces, de l'Inspection générale des finances, du Comité interministériel de la restructuration industrielle et du Conseil général de l'économie. L'objectif était d'identifier les contributions potentielles des collectivités calédoniennes et de l'État à un plan de sauvegarde sur dix ans, qui devra être conclu courant janvier 2024. Sur la base de ces travaux, la mission doit maintenant engager un dialogue avec les actionnaires.

Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie en appelle à la mobilisation, afin que toutes les énergies soient déployées pour contribuer à la sauvegarde d'une filière d'activité essentielle aux équilibres humains, sociaux et économiques de notre pays.

L'arrêt de nos usines est inenvisageable compte tenu des conséquences dramatiques que cela entraînerait. Cela générerait la suppression de dizaines de milliers d'emplois, directs et indirects, un effondrement de notre système de protection sociale et de santé et une détérioration économique et sociale sans précédent pour la Nouvelle-Calédonie.

Des moyens d'action existent et il nous revient d'affronter collectivement la situation avec pragmatisme et responsabilité, afin d'optimiser nos chances de sortir gagnant-gagnant de cette période très difficile.

\* \*  
\*